



HAL
open science

Comment penser la refonte des accords de paix dans la BSS et en Somalie ?

Nicolas Sabben, Aude Guiraud, Arnaud Guercy, Noémie Rebiere

► To cite this version:

Nicolas Sabben, Aude Guiraud, Arnaud Guercy, Noémie Rebiere. Comment penser la refonte des accords de paix dans la BSS et en Somalie ?. 2021. hal-03221320

HAL Id: hal-03221320

<https://hal.science/hal-03221320>

Preprint submitted on 8 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Comment penser la refonte des **accords de paix** dans la BSS et en Somalie ?

Fiche projet

Juin 2018

CESED Centre d'études
de la sécurité
et de la défense

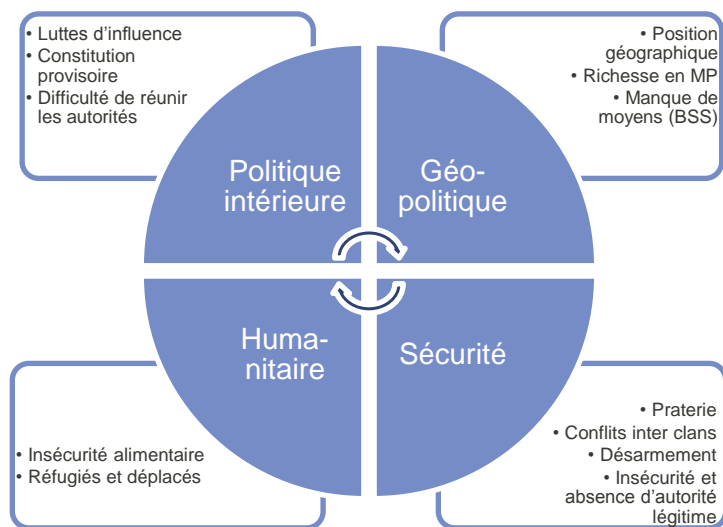
Contexte

Depuis la chute du régime de Siad Barre en 1991, l'Etat somalien a disparu et laissé place à une guerre civile de longue durée ayant permis la montée de groupes djihadistes. Le processus de transition entamé en 2004 se termine officiellement en 2012 avec l'instauration du Gouvernement Fédéral de Somalie. Seulement, les bases de la reconstruction et de la réconciliation n'ont pas été posées par ce gouvernement issu d'un processus électoral contesté et qui n'a pas su remettre en place les administrations indispensables au fonctionnement de l'Etat au-delà de la capitale. Cela a eu pour effet de prolonger les conflits entre les clans et a permis à al-Shabaab de prendre de l'importance. L'élection du Président Mohamed Abdullahi Mohamed en 2017 n'a pas accéléré la refonte des institutions politiques, toujours régies par une Constitution provisoire. Suite à ces élections, al-Shabaab a mené plusieurs attaques contre des cibles gouvernementales et du service public dans le but de déstabiliser et discréditer le gouvernement. En outre, des troubles civils agitent régulièrement le pays, entraînant des manifestations souvent violentes, et la crise alimentaire ainsi que les opérations militaires ont induit le déplacement de milliers de personnes ce qui permet à des bandes criminelles de prospérer.

Signés en juin 2015 les Accords de paix d'Alger apparaissent comme le point de départ d'une reconstruction saine de la Bande Sahélo-Saharienne et ont généré de grands espoirs.

Cependant, trois ans plus tard, force est de constater que cet accord n'a pas tenu toutes ses promesses et les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances initiales. Pour beaucoup, cet accord n'a rien résolu et s'avère être en réalité très mal applicable. La faute incombe certainement aux instances internationales qui ont pressé les différentes parties, aussi bien les États que les groupes touaregs, à aboutir à un accord sans véritable travail de fond. Pire, la situation sur place n'a pas connu une véritable amélioration depuis 2015. Experts, hommes politiques, ONG et membres de l'ONU constatent une montée de l'extrémisme violent et de la radicalisation rythmés par des attaques des groupes terroristes et extrémistes contre les populations civiles, les forces de défense et de sécurité du Mali et les membres de la MINUSMA, mais également la prolifération des armes légères, une hausse du trafic de drogue et de la traite d'êtres humains.

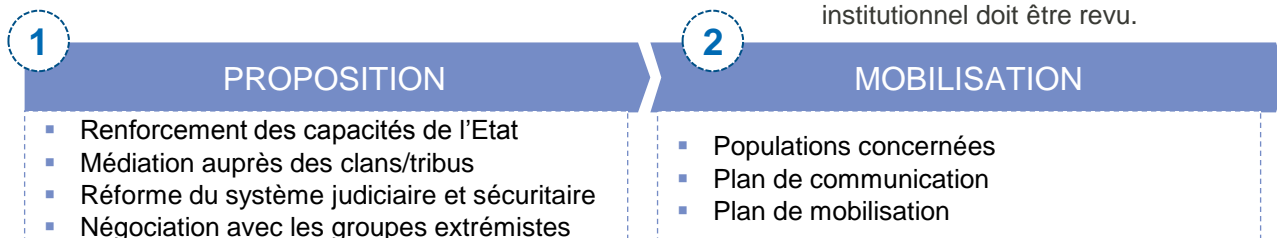
Enjeux



Commentaire

En Somalie, il faut négocier un accord incluant toutes les parties ainsi que les autorités traditionnelles. Il s'agit de renforcer le gouvernement central et les Etats fédéraux pour améliorer la gestion de la crise humanitaire et la paix entre les clans avant de négocier un accord avec les islamistes (influence affaiblie). Dans la BSS, il faut d'abord réadapter les accords avec la population du nord du Mali. La coopération du G5S doit être renforcée car, pour que l'accord d'Alger survive, il est impératif d'éradiquer le terrorisme. Il est donc fondamental de repenser le système de sécurité intérieure et aux frontières et de favoriser une approche par le bas. Il semble aussi nécessaire de tempérer les milices pro gouvernementales. Enfin l'ensemble de l'appareil étatique et institutionnel doit être revu.

Plan



Prérequis

- Obtenir le soutien financier de la communauté internationale pour appuyer la reconstruction
- Analyser les capacités humaines pour identifier de potentiels leaders, inconnus des conflits
- Restaurer l'autorité de l'État et des institutions (que ce soit en Somalie ou au Mali)

Démarche détaillée

	Politiques publiques	Administrations	Constitution
TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> Audit des politiques publiques dans chaque ministère 	<ul style="list-style-type: none"> Définition de dotations budgétaires pour chaque administration Mise à niveau des prestations administratives sur le territoire national 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système de représentation inclusif Choix des responsabilités entre le gouvernement, les Etats et les institutions Revue de décentralisation (influence rebelles à limiter)
LIVRABLES	<ul style="list-style-type: none"> Révision des politiques publiques 	<ul style="list-style-type: none"> Services publics fonctionnels sur l'ensemble du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> Accord sur le partage du pouvoir et accélération du retour de l'administration publique sur l'ensemble du territoire
MODALITES	<ul style="list-style-type: none"> Propositions de réformes pour une amélioration de l'efficacité des politiques Recul des milices 	<ul style="list-style-type: none"> Règles de gouvernance Prise en charge des réclamations Réglementation en matière de corruption Evaluation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> Période de consultation nationale (clans) Groupes de réflexion constitué d'experts, juristes et de médiateurs

Risques

- Blocage du processus par des clans voulant user du levier politique pour leurs intérêts propres
- Corruption des élites et incapacité à renouveler la classe politique
- Lenteur du processus qui peut entraîner de nouvelles fractures au sein de la société et entre la population et l'Etat

Facteurs clés de succès

- Réglementation efficace en matière de lutte contre la corruption
- Plaidoyer pour faire comprendre et accepter les enjeux d'un tel processus

Planning

	2020	2020-25	2025-30
Société	Recensement de la population	Restaurer la confiance des citoyens dans le gouvernement	Créer le lien civilo-militaire
Administration	Accord sur le partage des pouvoirs et révision des politiques publiques	Réglementation en matière de corruption	Services publics sur l'ensemble du territoire
Sécurité	Recul des milices (force exercée par l'Etat)	Refonte du système de sécurité intérieure et aux frontières	Veille et coopération continues

Prérequis

- Identifier les leaders locaux et organisations communautaires reconnus et ayant accès aux territoires non contrôlés par le gouvernement
- Soutenir ces acteurs en termes de financements et de capacités au travers d'ONG spécialisées, elles-mêmes tributaires des financements des donateurs institutionnels

Démarche détaillée

	Financements	Capacités	Dialogue communautaire
TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> Recherche de financements institutionnels pour un appui de longue durée 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des médiateurs aux techniques de réconciliation et transformation de conflits 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement des communautés Formation des chefs de clans à la négociation Réinstallation des pouvoirs locaux de manière pacifique
LIVRABLES	<ul style="list-style-type: none"> Financements suffisants pour soutenir les organisations communautaires sur tout le territoire pendant plusieurs années 	<ul style="list-style-type: none"> Médiateurs locaux qualifiés 	<ul style="list-style-type: none"> Développement d'une culture de résolution pacifique des conflits au sein des clans
MODALITES	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer auprès de donneurs d'ordre engagés dans des processus de paix 	<ul style="list-style-type: none"> Groupes de travail (clusters) pour échange de bonnes pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> Visites individuelles au sein de chaque clan et discussions les regroupant

Risques

- Mauvaise appropriation des fonds
- Refus des acteurs de participer sans rétribution

Facteurs clés de succès

- Suivi de l'évolution de la situation par les organisations internationales, incluant des visites régulières de terrain
- Implication des communautés dans leur ensemble et pas seulement les chefs de clans

Planning

	2020	2020-25	2025-30
Ressources	Cartographie des acteurs et des organisations	Développement de partenariats	Partage continu de compétences
Communication	Plaidoyer auprès de potentiels partenaires	Engagement des communautés	Groupes de travail pour échange de bonnes pratiques
Sécurité	Formation des chefs de clans à la négociation	Développement d'une culture de résolution pacifique des conflits	Retrait progressif des milices et armées

Prérequis

- Retirer les troupes AMISOM du pays pour reprendre le relai et affaiblir le système informel mis en place par al-Shabaab

Démarche détaillée

	Justice	Police	Armée
TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> Corps spécialisé dans l'arbitrage des litiges liés à la terre et la propriété Prise en charge de la question du désarmement 	<ul style="list-style-type: none"> Budget pour multiplier les effectifs et les équiper Arrestation de membres de bandes criminelles et de clans aux pratiques illégales 	<ul style="list-style-type: none"> Transfert de capacités aux armées et part pénale Suppression des taxes aux check points Refondation du système de défense et de sécurité
LIVRABLES	<ul style="list-style-type: none"> Revue de la constitution dans le domaine de compétences de la justice 	<ul style="list-style-type: none"> Doctrine d'organisation des forces de police 	<ul style="list-style-type: none"> Revue de la constitution dans le domaine de compétences de la défense et de la sécurité nationale
MODALITES	<ul style="list-style-type: none"> Cours mobiles pour encourager la population à utiliser ce système 	<ul style="list-style-type: none"> Patrouilles Dialogue avec les communautés 	<ul style="list-style-type: none"> Multiplication des accords de formation Recrutement des personnels des forces armées dans tout le pays Rapport et gestion des crimes commis

Risques

- Incapacité à endiguer la corruption des forces de sécurité
- Manque de financements pour établir le système sur l'ensemble du territoire
- Défaut de capacités militaires

Facteurs clés de succès

- Soutien technique et financier de la communauté internationale
- Implication des anciens et leaders locaux montrant l'exemple
- Prise de conscience régionale du problème

Planning

	2020	2020-25	2025-30
Ressources	Multiplier les accords de formation	Multiplier les effectifs et les équiper	Attirer et conserver les personnels qualifiés
Justice	Refonte du système judiciaire	Corps d'arbitrage et cours mobiles	Système judiciaire présent sur l'ensemble du territoire
Sécurité	Patrouilles , responsabilité pénale	Transfert de capacités	Refonte du système national de sécurité et de défense

Prérequis

- S'assurer de la non-intervention, politique et militaire, des Etats voisins ayant des intérêts en Somalie
- Ne pas imposer une date limite d'acceptation de participation à la table de négociation

Démarche détaillée

	Dialogue	Négociation	Mise en œuvre
TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Démarrage des discussions avec chaque faction d'al-Shabaab 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Institutionnalisation du programme d'amnistie ▪ Systématisation du programme de réhabilitation des anciens combattants 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en œuvre et surveillance du programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
LIVRABLES	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cessez-le-feu 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport sur l'Accord de paix avec toutes les parties (toutes les factions d'al-Shabaab) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Processus de contrôle de l'accord de paix
MODALITES	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Surveillance d'éventuelles scissions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centres de réhabilitation ▪ Retrait de la peine capitale pour les leaders d'al-Shabaab 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inspections par une commission indépendante

Risques

- Incapacité des acteurs à trouver une entente
- Scission des militants refusant de déposer les armes pour créer un nouveau groupe

Facteurs clés de succès

- Conduite des négociations par un groupe d'experts indépendants
- Mise en place d'une Commission pour les victimes et les survivants des attaques





Planning

	2020	2020-25	2025-30
Négociations	Premier contact avec toutes les factions extrémistes, cessez-le-feu	Négociations avec un médiateur impartial, accords de paix	Veille (DDR, scissions)
Institutions	Refonte de la loi antiterroriste	Institutionnalisation du programme d'amnistie	Programme de réhabilitation
Sécurité	Etablissement d'une commission pour les victimes et survivants	Implication des leaders culturels et religieux dans les discussions	Participation des organisations de société civile au programme de réhabilitation





Identification des populations

La réussite des accords de paix passe par la promotion par les autorités gouvernementales et traditionnelles d'une culture de la paix (règlement pacifique des conflits) à destination des leaders communautaires, des organisations de société civiles et du grand public. Les outils de négociation serviront le dialogue avec les groupes extrémistes. Il importe de communiquer clairement afin d'éviter de susciter des attentes irréalistes qui feraient échouer les négociations.

Plan de communication

Actions		Communication descendante		Communication ascendante
Cibles				
	Impliquées	Consultations	Rapports et sondages Réseaux sociaux	Groupes de travail
	Impactées	Rencontres Discussions en coulisses		
	Leaders d'opinion	Ateliers	Medias Conférences	Assemblées citoyennes
	Groupe		Plaidoyer auprès des institutions internationales	

Plan de mobilisation

Segmentation	Cible	Évènement	Calendrier	Support / suggestion
	Gouvernements	• Discours/Annonces	• A chaque réforme	• Déclaration conjointe des autorités locales
	Organisations de société civile	• Formations • Conférences	• Biannuelles	• Etablissement d'un réseau d'OSC
	Impliquées Chefs de clans/ Groupes extrémistes	• Négociations directes et indirectes	• Jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé	• Commissions indépendantes
	Utilisateurs	• Assemblées citoyennes	• Trimestrielles	• Propositions soumises au vote
	Impactées Partenaires	• Clusters	• Mensuels	• Echange de bonnes pratiques
	Leaders d'opinion	• Ateliers • Conférences	• Trimestriels • Annuelles	• Mise en relation des leaders communautaire et élus locaux
			Groupe	• Sommets

Contacts

Aude GUIRAUD, Rédactrice	+33 (0) 6 80 08 03 51
Arnaud GUERCY, Rédacteur	+55 11 99421-0897
Noémie REBIERE, Responsable du pôle International	+33 (0) 6 26 53 78 63
Nicolas SABBEN, Président	+33 (0) 6 11 15 13 10